ALERTE OTAN !

Bulletin trimestriel
du Comité de surveillance OTAN

Numéro 40 Octobre-Novembre-Décembre 2010

Belgique - Belgïe
P.P.
1050 Bruxelles 5
1/17024

Prix de vente 1€

Editeur Responsable
M.Poznanski: rue des Cultivateurs, 62
1040 Bruxelles
Tél & fax : 02 511 63 10
www.csotan.org
info@csotan.org
Pour soutien:
Cpte n° 068-2447491-14

EDITORIAL

Adoption du Nouveau concept stratégique à Lisbonne
VOTRE NOUVEAU « PRESTATAIRE DE SECURITE »
PLANETAIRE EST ARRIVE !

Le 19 novembre, à Lisbonne, la Belgique a signé, yeux fermés et bouche cousue, la « Déclaration finale des Chefs d'Etat » adoptant le Nouveau Concept Stratégique (NCS) de l'Otan devant servir de « feuille de route » pour les 10 prochaines années. Comme on peut le lire dans d'autres articles d' Alerte Otan, le Parlement belge n'a pas voté ni même eu connaissance du contenu de ce document. La Commission parlementaire de la Défense et des Affaires Etrangères a tout juste pu poser quelques questions aux ministres concernés lors de l'audition tenue trois jours avant le Sommet de Lisbonne. Les partis politiques progressistes représentés au parlement n'ont pas osé dénoncer cette situation, ni forcer le gouvernement à un débat devant l'assemblée, ni même juger utile de prendre connaissance de ce document. Ils se justifient en disant, soit que la question de l'Otan ne vaut pas un débat risquant d'en rajouter à la crise gouvernementale actuelle, soit que l'Otan doit rester coûte que coûte le lien essentiel entre l'Europe et les Etats-Unis.

Qu'est-ce que la Belgique a obtenu au Sommet de l'Otan de Lisbonne sur la question du désarmement nucléaire de l'Europe et sur l'agenda de retrait des militaires d'Afghanistan ? Un mot dans la Déclaration finale, disant que l'Otan veut « contribuer au désarmement nucléaire global » et un autre sur une vague possibilité de réduire l'importance numérique des forces armées opérationnelles en Afghanistan, à une date non précisée. Pourtant, c'étaient les deux seuls points à propos desquels nos ministres se targuaient de pouvoir infléchir les décisions de l'Otan.

Par contre, ce que la Belgique a signé à Lisbonne, c'est un chèque en blanc pour la poursuite de l'expansion de l'Otan et sa transformation en « prestataire de sécurité », c'est la reconnaissance explicite du *droit* de l'Otan à mener des *opérations* partout dans le monde pour assurer l'ap-

(Suite page 2)

Sommaire

L'Otan siège en grand !
Page 2

A Lisbonne : Manifestation, contre-sommet et actions de désobéissance civile pour dire non à l'Otan.
Page 3

La « Gauche » francophone belge et l'Otan
Page 4

Le Nouveau Concept Stratégique : un document resté « secret » en Belgique à la veille du Sommet de l'Otan !
Page 5

Exit Strategy : le scénario en trompe-l'œil de l'Otan en Afghanistan
Page 6

L'armée française ne veut pas s'entraîner à la guerre civile de banlieue ?
Page 7

Conférence : "L'Iran dans la ligne de mire de l'Occident"
Page 8

Trafics d'organes au Kosovo : Un rapport explosif !
Page 9

Otan - coûts et blessures
Page 10

Brèves : Pakistan, Corée
Page 11

Un Traité de Paix pour mettre fin à la guerre de Corée
Page 12

L'OTAN siège en grand !

251.000 m² à Bruxelles pour ce siège gigantesque de l'OTAN dont la pose de la première pierre a eu lieu le 16.12.2010 en présence de Fogh Rasmussen, secrétaire général de l'OTAN, accompagné d' Y. Leterme, Premier Ministre.

Ce nouveau siège sera achevé en juin 2015, les travaux ayant déjà débuté dans la plus grande discrétion…..

Historique

Depuis 1997, l'aménagement et finalement l'agrandissement du siège de l'OTAN à Bruxelles était envisagé, par étapes, les unes liées à la sécurité (incendie etc…..), les autres évaluant la construction d'une nouvelle structure sécurisée répondant davantage aux objectifs de l'OTAN qui restent « l'offre d'une protection mutuelle à ses membres si l'un d'eux est agressé. L'OTAN établit un lien atlantique permanent entre la sécurité de l'Amérique du Nord et celle de l'Europe ».

La décision de construire un nouveau siège fut le fruit d'une succession de faits politiques, en particulier les attentats de New York, amenant à signer une convention de concession et de rétrocession entre l'OTAN et la Belgique relative au site Roi Albert I, qui appartenait à la Force aérienne belge (2001/2002).

Avant même que l'extension du siège ne soit rendue officielle, l'Otan était déjà arrivé à faire accepter par la Région l'aménagement du Bd Léopold III, et ce dès 2003.

En 2005 cependant, une pétition avait tenté de classer un bâtiment Art Déco de l'ancienne caserne Albert, mais, curieusement, les autorités se plièrent à la raison d'Etat et le permis de détruire l'ancien bâtiment et de construire le nouveau siège de l'OTAN ont été accordés.

Le nouveau siège y sera dès 2015.

Quelques chiffres :

Le nouveau site se trouve en face de son actuel quartier général dans la banlieue de la capitale belge, à Bruxelles. Il s'étend sur 40 hectares, soit 40 terrains de football, pour accueillir 4.500 personnes. Sa surface bâtie est de 250.000 m2 et celle des bureaux de 120.000 m2. Il sera disponible à la mi-2015, aura coûté 460 millions d'euros pour la construction et 42,5 millions d'euros pour l'installation de différents systèmes (sécurité, TIC etc.…).

Francine Verstraeten

(suite de l'édito de la page 1)

provisionnement en énergie ; c'est l'acceptation à l'avance des prochaines possibles guerres, avec des « ennemis » explicitement cités comme l'Iran et la Corée du Nord, ou d'autres désignés plus vaguement mais non moins visés, comme la Russie, la Chine. C'est aussi – et c'est peut-être le plus grave pour nous tous directement – l'acceptation anticipée de la destruction des droits démocratiques et sociaux en Europe, au nom de « la lutte contre le terrorisme ET l'extrémisme » , où qu'il agisse, à l'intérieur comme à l'extérieur de la « zone » Otan ».

Le NCS dernière mouture contient ,certes, des éléments de contradictions, des points en retrait par rapport aux documents initiaux des « experts d'Albright », enrobés de quelques paroles lénifiantes quant aux objectifs déclarés de l'Otan. Mais n'en tirons pas la conclusion que l'Otan va s'affaiblir doucement et s'effacer au profit d'alliances raisonnables et pacifiques entre les pays du monde. Nous pensons que c'est exactement l'inverse qui va se produire et que le danger de nouvelles guerres otaniennes est plus grand que jamais !

Nous appelons le mouvement de la paix et les mouvements politiques progressistes de notre pays et de tous les pays membres de l'Alliance Atlantique à maintenir la vigilance la plus grande sur ce qui se passe réellement au sein de l'Otan, à dénoncer la signature par notre gouvernement du NCS et à poursuivre le combat jusqu'à la dissolution pure et simple de cette Alliance Atlantique .

Dans ce numéro d'Alerte Otan, et dans les suivants, nous développerons une analyse critique du NCS, point par point, et nous inviterons tous les militants à en débattre pour aboutir à des propositions de combat.

A Lisbonne : Manifestation, contre-sommet et actions de désobéissance civile pour dire non à l'Otan.

Comme nous l'avons annoncé dans les précédents numéros d' Alerte Otan, le CSO a participé aux mobilisations contre le sommet de l'Otan à Lisbonne en novembre dernier. Nous sommes membres du mouvement international NO TO THE WAR NO TO NATO. De même que plusieurs organisations de paix belges qui s'étaient rassemblées sous la banderole "Manneken Peace » à l'occasion du précédent sommet de l'Otan à Strasbourg-Kehl.

La préparation de la mobilisation anti-Otan cette année à Lisbonne n'a pas été des plus heureuse. Au Portugal, les organisations pour la paix ne se sont pas coordonnées pour préparer une opposition unitaire au sommet de l'Otan. Les unes se sont organisées avec le Conseil Mondial pour la Paix, les autres avec No to Nato. Cependant, les unes comme les autres ont soutenu les mêmes mots d'ordre et le cri de « Paz sim, Nato nao" (oui à la paix, non à l'Otan) a retenti puissamment dans les rues de Lisbonne.

La manifestation à Lisbonne a rassemblé des milliers de personnes (entre 10 et 30.000 selon les estimations..) , et finalement il n'y a pas eu de choc entre les différents groupes, qui ont manifesté les uns derrière les autres. Ceux de PAGAN, tout à la fin (environ 3-400), tous des jeunes, ont été encadrés du début à la fin par des cordons de policiers. Le BLOCO était juste derrière le PCP (environ 1000) et les 50 internationaux de No to Nato entre les deux.

Un service d'ordre très nombreux précédait et encadrait le gros des manifestants qui étaient organisés autour du PCP . Quelques mots aussi sur son service d'ordre. Alors que la petite délégation belge déambulait pas loin de la tête de la manifestation, elle a été refoulée vers l'arrière car l'avant était "réservé aux Portugais". En outre, le service d'ordre avait reçu des instructions pour empêcher les passants, massés sur les trottoirs, d'aller sur la rue pour, par exemple, saluer un ami reconnu parmi les manifestants. Des manifestants s'étant aventurés sur un trottoir se sont vus interdits de revenir dans la manif. Ce comportement assez borné était motivé par la crainte des "infiltrations". Ceci dans une manif où pas le moindre incident ne s'est produit, pas même un jet de pétard, et malgré un déploiement massif et ostentatoire de flics parfois lourdement armés.

A part ça, le peuple portugais est chaleureux, serviable, vif mais discipliné, le cœur à gauche, leur capitale a des accents conviviaux aux antipodes de l'anonymat et du stress bruxellois.

Il y avait beaucoup de travailleurs des syndicats. Des mots d'ordre pour la grève générale du 24 novembre fusaient tout le temps. C'était le plus intéressant : le lien direct entre le NON à la guerre et le NON aux mesures d'austérité que le gouvernement portugais met en place comme tous les autres gouvernements européens. On ne veut pas payer pour l'Otan! Il y avait beaucoup de détermination parmi les manifestants. Et on a pu le vérifier le 24 novembre: c'est la première grève générale depuis des dizaines d'années et la première action unitaire des syndicats. Partout dans la ville, des collages, des graffitis, des banderoles appelaient à la manif et à la grève générale.

Un autre aspect nous a particulièrement touché : la mémoire de la Révolution des Œillets de 1974 reste très vivante à Lisbonne ! De très nombreuses pancartes ajoutaient aux mots d'ordre déjà cités: COM ABRIL !

Le Contre-sommet organisé par NO TO NATO a, lui aussi, recueilli une partie de cette mémoire vive : à la tribune du dernier meeting, un participant de la Révolution des Œillets, colonel de l'armée portugaise (encore en exercice), a plaidé pour la dissolution de l'Otan et de l'armée portugaise et pour un service populaire de protection civile. D'autres militaires ont participé aux ateliers.

Parallèlement au contre-sommet, le comité No To Nato organisait les actions de désobéissance civile qui se sont déroulées pendant ces trois jours Les actions de désobéissance civile ont eu lieu par petits groupes (avec Vredesactie entre autres), dans différents endroits de Lisbonne et ont bloqué les routes conduisant au lieu du Sommet Otan. Près de 200 militants ont été refoulés aux frontières. C'étaient surtout ceux qui venaient en car ou en train avec plein de matériels et de banderoles.

Les contrôles policiers étaient très importants. Deux de No to Nato ont été refoulés à l'aéroport. Nous avons tous été retenus pendant longtemps à l'aéroport de Lisbonne. Les accords de Schengen étaient suspendus pendant trois jours ! Et nous avons tous été contrôlés , mais semble-t-il pas selon une liste préétablie, plutôt en fonction de « l'allure » . Un petit aperçu de ce que l'Otan prépare contre toute opposition, avec son nouveau concept stratégique.

Georges Berghezan et Claudine Pôlet

A Lisbonne : Manifestation, contre-sommet et actions de désobéissance civile pour dire non à l'Otan.

Comme nous l'avons annoncé dans les précédents numéros d' Alerte Otan, le CSO a participé aux mobilisations contre le sommet de l'Otan à Lisbonne en novembre dernier. Nous sommes membres du mouvement international NO TO THE WAR NO TO NATO. De même que plusieurs organisations de paix belges qui s'étaient rassemblées sous la banderole "Manneken Peace » à l'occasion du précédent sommet de l'Otan à Strasbourg-Kehl.

La préparation de la mobilisation anti-Otan cette année à Lisbonne n'a pas été des plus heureuse. Au Portugal, les organisations pour la paix ne se sont pas coordonnées pour préparer une opposition unitaire au sommet de l'Otan. Les unes se sont organisées avec le Conseil Mondial pour la Paix, les autres avec No to Nato. Cependant, les unes comme les autres ont soutenu les mêmes mots d'ordre et le cri de « Paz sim, Nato nao" (oui à la paix, non à l'Otan) a retenti puissamment dans les rues de Lisbonne.

La manifestation à Lisbonne a rassemblé des milliers de personnes (entre 10 et 30.000 selon les estimations..) , et finalement il n'y a pas eu de choc entre les différents groupes, qui ont manifesté les uns derrière les autres. Ceux de PAGAN, tout à la fin (environ 3-400), tous des jeunes, ont été encadrés du début à la fin par des cordons de policiers. Le BLOCO était juste derrière le PCP (environ 1000) et les 50 internationaux de No to Nato entre les deux.

Un service d'ordre très nombreux précédait et encadrait le gros des manifestants qui étaient organisés autour du PCP . Quelques mots aussi sur son service d'ordre. Alors que la petite délégation belge déambulait pas loin de la tête de la manifestation, elle a été refoulée vers l'arrière car l'avant était "réservé aux Portugais". En outre, le service d'ordre avait reçu des instructions pour empêcher les passants, massés sur les trottoirs, d'aller sur la rue pour, par exemple, saluer un ami reconnu parmi les manifestants. Des manifestants s'étant aventurés sur un trottoir se sont vus interdits de revenir dans la manif. Ce comportement assez borné était motivé par la crainte des "infiltrations". Ceci dans une manif où pas le moindre incident ne s'est produit, pas même un jet de pétard, et malgré un déploiement massif et ostentatoire de flics parfois lourdement armés.

A part ça, le peuple portugais est chaleureux, serviable, vif mais discipliné, le cœur à gauche, leur capitale a des accents conviviaux aux antipodes de l'anonymat et du stress bruxellois.

Il y avait beaucoup de travailleurs des syndicats. Des mots d'ordre pour la grève générale du 24 novembre fusaient tout le temps. C'était le plus intéressant : le lien direct entre le NON à la guerre et le NON aux mesures d'austérité que le gouvernement portugais met en place comme tous les autres gouvernements européens. On ne veut pas payer pour l'Otan! Il y avait beaucoup de détermination parmi les manifestants. Et on a pu le vérifier le 24 novembre: c'est la première grève générale depuis des dizaines d'années et la première action unitaire des syndicats. Partout dans la ville, des collages, des graffitis, des banderoles appelaient à la manif et à la grève générale.

Un autre aspect nous a particulièrement touché : la mémoire de la Révolution des Œillets de 1974 reste très vivante à Lisbonne ! De très nombreuses pancartes ajoutaient aux mots d'ordre déjà cités: COM ABRIL !

Le Contre-sommet organisé par NO TO NATO a, lui aussi, recueilli une partie de cette mémoire vive : à la tribune du dernier meeting, un participant de la Révolution des Œillets, colonel de l'armée portugaise (encore en exercice), a plaidé pour la dissolution de l'Otan et de l'armée portugaise et pour un service populaire de protection civile. D'autres militaires ont participé aux ateliers.

Parallèlement au contre-sommet, le comité No To Nato organisait les actions de désobéissance civile qui se sont déroulées pendant ces trois jours Les actions de désobéissance civile ont eu lieu par petits groupes (avec Vredesactie entre autres), dans différents endroits de Lisbonne et ont bloqué les routes conduisant au lieu du Sommet Otan. Près de 200 militants ont été refoulés aux frontières. C'étaient surtout ceux qui venaient en car ou en train avec plein de matériels et de banderoles.

Les contrôles policiers étaient très importants. Deux de No to Nato ont été refoulés à l'aéroport. Nous avons tous été retenus pendant longtemps à l'aéroport de Lisbonne. Les accords de Schengen étaient suspendus pendant trois jours ! Et nous avons tous été contrôlés , mais semble-t-il pas selon une liste préétablie, plutôt en fonction de « l'allure » . Un petit aperçu de ce que l'Otan prépare contre toute opposition, avec son nouveau concept stratégique.

Georges Berghezan et Claudine Pôlet

La « Gauche » francophone belge et l'Otan

Quelques semaines avant le sommet de Lisbonne, la CNAPD entre autres organisations[1] avait réuni à Bruxelles trois représentantes des partis "Démocrate-humaniste" (CDH, ex-sociaux-chrétiens francophones), Socialiste et Ecolo membres respectifs pour leur parti aux Commissions des Relations extérieures et de la Défense de la Chambre ou du Sénat. Soit ce qui est appelé communément 'la Gauche', comme ces représentantes politiques l'ont souligné elles-mêmes lors de la rencontre[2].

Aucune n'a bien sûr manqué de dénoncer l'absence de débat démocratique, voire même de simple information sur les questions de défense, sur l'engagement de notre pays en Afghanistan, sur ce que la Belgique allait défendre au sommet de l'Otan… tout cela à charge essentiellement du ministre de la Défense Pieter De Crem. De manière plus surprenante, chacune a admis comme une évidence que la présence de l'Otan en Afghanistan obéissait à des raisons géostratégiques, et non aux objectifs humanitaro-sécuritaires officiels. C'est une prise de conscience certes tardive, mais qu'il faut saluer.

Passons rapidement sur le fait que la représentante du PS ait néanmoins soutenu que l'Otan était en Afghanistan en vertu de l'Article 5 du traité de l'Atlantique Nord. Il est pour le moins sidérant que la représentante pour les affaires extérieures d'un parti au pouvoir ignore dans quel cadre exact les soldats belges sont envoyés dans un tel bourbier.

La partie la plus instructive était la belle unanimité concernant l'Otan. L'Otan n'aurait-elle pas dû disparaître avec le Pacte de Varsovie? Pas question de dissolution *"Il faut être réaliste*", confie la représentante Ecolo, "*si on parle de dissolution, on nous prend pour de doux rêveurs*". Le gouvernement en affaires courantes a-t'il le droit d'engager la Belgique à long terme comme il s'apprêtait à le faire en entérinant le dit 'Bouclier anti-missile'*? La Belgique ne peut quand même pas bloquer tout l'Otan, même si nous sommes personnellement contre certains aspects du Concept Stratégique"*.

Enfin, quel doit être aujourd'hui le rôle de l'Otan ? *L"Otan doit agir dans le cadre des missions de l'ONU : elle doit être le bras armé des Nations Unies*, ont-elles défendu toutes trois explicitement. N'est-ce pas là ce que devrait être le rôle des Casques Bleus ? *Les Casques Bleus ne sont pas efficaces, parce qu' ils manquent de moyens, qu'il n'y a pas d'unité de commandement, et qu'en fait, les soldats issus de pays pauvres sont juste là pour l'argent*

On reste médusé devant ces positions de partis auto proclamés progressistes. En 1994, au Rwanda, les Casques Bleus "qui n'étaient là que pour de l'argent" se sont comportés de manière un peu plus honorable que d'autres, issus de pays riches, sûrement mus, eux, par idéalisme, et pour défendre des valeurs, démocratie, droits de l'homme, l'attirail au complet. Cela trahit en fait une confiance innée dans la supériorité morale d'office de l'Occident, moteur essentiel dans l'acceptation des "bonnes" guerres.

Qu'est-ce que l'Alliance militaire de pays occidentaux va aller défendre, au nom des Nations Unies, si ce n'est les intérêts économiques de ces pays, et le maintien de leur domination globale sur le monde ? Comment ces politiciens 'de gauche' peuvent-ils ignorer que les résolutions du Conseil de Sécurité sont obtenues à coup de pressions économiques, de donnant-donnant, voire de menaces directes ? "*L'objectif stratégique de la Bosnie est de devenir au plus vite membre à part entière de l'Otan et de l'Union européenne. Notre pays doit tenir compte de ces objectifs stratégiques lorsqu'il participe à la prise de décision dans des enceintes internationales*", avait déclaré le président bosniaque quelque temps avant le vote du 4e train de sanctions contre l'Iran, en mai dernier.

L'entreprise de dénigrement des Casques Bleus a été sciemment organisée, à partir des guerres yougoslaves, précisément pour présenter l'Otan comme la seule force 'efficace'. Les drames humanitaires et les défenses soudain impérieuses de droits humains suit la géographie d'intérêts économiques et stratégiques bien précis : le bras armé des intérêts occidentaux ne peut être celui des nations du monde "unies".

C'est très bien cette prise de conscience sur la nature de l'expédition afghane. Mais il ne faudrait pas attendre 10 ans pour s'apercevoir que l'agression contre l'Iran en gestation aujourd'hui, fût-elle bénie par une résolution du Conseil de Sécurité, n'aurait rien eu à voir avec les motifs démocratiques, ou humanitaires, ou sécuritaires qui fascinent tant, une fois encore, une partie de plus en plus grande des progressistes, et leur fait perdre la mémoire immédiate.

Roland Marounek

1. "Bruits de botte à l'OTAN : Interpellation politique autour du nouveau concept stratégique en préparation", organisé par le cercle ATTAC, les Amis du monde diplomatique et la CNAPD
2. De manière plus précise, le CDH se définit plutôt comme "centre-gauche" ; les 3 partis forment ce qu'on appelle *'l'Olivier'* au Sud du Pays – note pour les lecteurs non-belges

Le Nouveau Concept Stratégique : un document resté « secret » en Belgique à la veille du Sommet de l'OTAN !

Deux jours avant le Sommet de l'Otan à Lisbonne, les ministres Leterme (Premier ministre du gouvernement en affaires courantes), Van Ackere (ministre des Affaires Étrangères) et De Crem (ministre de la Défense) ont daigné se présenter devant les commissions Défense et Affaires Etrangères du Sénat et de la Chambre rassemblées pour l'occasion. Ils ont bien voulu répondre aux questions des parlementaires concernant le Nouveau Concept Stratégique.

Pour la forme, le président de la commission (De Donnea) a critiqué ce déni de démocratie et estimé, que cela n'avait pas de sens, de présenter comme "secret" le document préparatoire du nouveau concept stratégique défendu par Anders F. Rasmussen, secrétaire général de l'Otan.

Les ministres ont brièvement présenté ce document et n'ont pas répondu aux parlementaires qui demandaient dans quel cénacle ce nouveau concept avait été discuté et approuvé.

Pour les ministres:

- le document sur le NCS contient un appel au désarmement conventionnel et nucléaire mondial et inclut un appel à la Russie pour qu'elle y mette du sien.

- le bouclier anti-missiles sera étendu, et protégera l'ensemble du territoire des pays membres. Il est indissolublement lié à la dissuasion nucléaire. Il ne coûtera que 147 millions d'euros, étalés sur 7 ans, donc pour la Belgique moins de 1 million d'euros. La seule question restée en suspens est : qui commandera ?

- importance d'un accord Russie - Otan. La Russie participera au bouclier anti-missiles. En même temps, on ne sera pas naïfs et la Russie peut toujours à nouveau changer. On doit lui réclamer la réciprocité.

- il faut une réduction des structures de commandement, diminuer le nombre de QG, des fermetures d'infrastructures.

- Afghanistan : il y aura une déclaration sur le processus de transition, de transfert du pouvoir aux autorités afghanes, à partir de 2014. Après : un partenariat sera instauré sur le long terme entre Otan et Afghanistan. La Belgique ne fera aucun engagement militaire supplémentaire, les troupes restent jusque fin 2011. Ensuite, elles continuent de participer à la formation de l'armée et de la police afghanes.

- l'essentiel du concept stratégique antérieur subsiste. Le consensus est maintenu ainsi que la possibilité d'élargissements futurs. Ce qui est nouveau, ce sont les nouvelles menaces provenant, entre autres, du terrorisme, des cyber attaques, des Etats peu fiables.

- la Lettre des 5 pays demandant un retrait des armes nucléaires tactiques d'Europe (Belgique, Pays-Bas, Allemagne, Norvège, Luxembourg) est prise en compte dans la déclaration sur le désarmement général. Mais en même temps, aucun pays ne prendra de mesure unilatérale et l'Otan est pleinement résolue à maintenir son potentiel de dissuasion nucléaire, tant qu'il y aura des armes nucléaires dans le monde et des risques de prolifération nucléaire.

Les parlementaires qui sont intervenus en critiques : Dirk Vandermaelen (Sp.a), Philippe Mahoux (PS), Bert Anciaux (Sp.a), Juliette Boulet (Ecolo), Wouter Devriendt (Groen), Brems (Groen,) ont soulevé un grand nombre de problèmes, à commencer par la dénonciation du manque de démocratie dans notre pays et le mépris inacceptable de la part du gouvernement envers le parlement.

Ils ont également exprimé leur préoccupations pour toutes ces nouvelles missions que l'Otan s'attribue , pour son expansion hors zone et pour sa définition très large des « nouvelles menaces ».

Ils ont critiqué le fait que le « bouclier anti-missiles » soit déjà adopté, de même d'ailleurs que 95% des autres résolutions.

Plusieurs parlementaires ont également répété la nécessité d'un retrait beaucoup plus rapide et sans demi-mesures, des troupes belges d'Afghanistan.

Ils ont insisté sur l'absence de décision pour le retrait des armes nucléaires de Kleine Brogel.

Sur la question des armes nucléaires tactiques, la Belgique retourne complètement sa veste, après la lettre des 5 pays. La Belgique doit demander l'intégration dans le NCS du "*no first strike*": aucun document de l'Otan ne le dit jusqu'à présent.

Les textes des interventions seront publiés. Mais c'est à la demande de quelques parlementaires ! Le président de la commission aurait voulu qu'il n'y ait pas de rapporteur.

Les ministres ont déclaré « avoir passé un bon moment parlementaire » avec les députés et sénateurs de la Commission…

Il y avait une curieuse collusion à cette séance : les trois ministres CD&V, faisant partie du gouvernement sortant avec les socialistes, étaient en parfait accord avec Armand De Decker et Herman De Croo, libéraux, qui ne participent pas à ce gouvernement… alors que PS, Sp.a, Ecolo et Groen participant aux négociations pour un possible nouveau gouvernement, semblaient être dans l'opposition.

Il n'y a pas là qu'un déni de démocratie parlementaire. Mais aussi un blocage total sur la politique extérieure et de défense de la Belgique. Le débat sur l'Otan et le combat contre de nouveaux préparatifs de guerre annoncés dans le Concept Stratégique 2020 doit dépasser le cadre du parlement et devenir un point essentiel du programme des partis qui se disent progressistes et du mouvement pour la paix.

Claudine Pôlet

Le Nouveau Concept Stratégique : un document resté « secret » en Belgique à la veille du Sommet de l'OTAN !

Deux jours avant le Sommet de l'Otan à Lisbonne, les ministres Leterme (Premier ministre du gouvernement en affaires courantes), Van Ackere (ministre des Affaires Étrangères) et De Crem (ministre de la Défense) ont daigné se présenter devant les commissions Défense et Affaires Etrangères du Sénat et de la Chambre rassemblées pour l'occasion. Ils ont bien voulu répondre aux questions des parlementaires concernant le Nouveau Concept Stratégique.

Pour la forme, le président de la commission (De Donnea) a critiqué ce déni de démocratie et estimé, que cela n'avait pas de sens, de présenter comme "secret" le document préparatoire du nouveau concept stratégique défendu par Anders F. Rasmussen, secrétaire général de l'Otan.

Les ministres ont brièvement présenté ce document et n'ont pas répondu aux parlementaires qui demandaient dans quel cénacle ce nouveau concept avait été discuté et approuvé.

Pour les ministres:

- le document sur le NCS contient un appel au désarmement conventionnel et nucléaire mondial et inclut un appel à la Russie pour qu'elle y mette du sien.

- le bouclier anti-missiles sera étendu, et protégera l'ensemble du territoire des pays membres. Il est indissolublement lié à la dissuasion nucléaire. Il ne coûtera que 147 millions d'euros, étalés sur 7 ans, donc pour la Belgique moins de 1 million d'euros. La seule question restée en suspens est : qui commandera ?

- importance d'un accord Russie - Otan. La Russie participera au bouclier anti-missiles. En même temps, on ne sera pas naïfs et la Russie peut toujours à nouveau changer. On doit lui réclamer la réciprocité.

- il faut une réduction des structures de commandement, diminuer le nombre de QG, des fermetures d'infrastructures.

- Afghanistan : il y aura une déclaration sur le processus de transition, de transfert du pouvoir aux autorités afghanes, à partir de 2014. Après : un partenariat sera instauré sur le long terme entre Otan et Afghanistan. La Belgique ne fera aucun engagement militaire supplémentaire, les troupes restent jusque fin 2011. Ensuite, elles continuent de participer à la formation de l'armée et de la police afghanes.

- l'essentiel du concept stratégique antérieur subsiste. Le consensus est maintenu ainsi que la possibilité d'élargissements futurs. Ce qui est nouveau, ce sont les nouvelles menaces provenant, entre autres, du terrorisme, des cyber attaques, des Etats peu fiables.

- la Lettre des 5 pays demandant un retrait des armes nucléaires tactiques d'Europe (Belgique, Pays-Bas, Allemagne, Norvège, Luxembourg) est prise en compte dans la déclaration sur le désarmement général. Mais en même temps, aucun pays ne prendra de mesure unilatérale et l'Otan est pleinement résolue à maintenir son potentiel de dissuasion nucléaire, tant qu'il y aura des armes nucléaires dans le monde et des risques de prolifération nucléaire.

Les parlementaires qui sont intervenus en critiques : Dirk Vandermaelen (Sp.a), Philippe Mahoux (PS), Bert Anciaux (Sp.a), Juliette Boulet (Ecolo), Wouter Devriendt (Groen), Brems (Groen,) ont soulevé un grand nombre de problèmes, à commencer par la dénonciation du manque de démocratie dans notre pays et le mépris inacceptable de la part du gouvernement envers le parlement.

Ils ont également exprimé leur préoccupations pour toutes ces nouvelles missions que l'Otan s'attribue , pour son expansion hors zone et pour sa définition très large des « nouvelles menaces ».

Ils ont critiqué le fait que le « bouclier anti-missiles » soit déjà adopté, de même d'ailleurs que 95% des autres résolutions.

Plusieurs parlementaires ont également répété la nécessité d'un retrait beaucoup plus rapide et sans demi-mesures, des troupes belges d'Afghanistan.

Ils ont insisté sur l'absence de décision pour le retrait des armes nucléaires de Kleine Brogel.

Sur la question des armes nucléaires tactiques, la Belgique retourne complètement sa veste, après la lettre des 5 pays. La Belgique doit demander l'intégration dans le NCS du "*no first strike*": aucun document de l'Otan ne le dit jusqu'à présent.

Les textes des interventions seront publiés. Mais c'est à la demande de quelques parlementaires ! Le président de la commission aurait voulu qu'il n'y ait pas de rapporteur.

Les ministres ont déclaré « avoir passé un bon moment parlementaire » avec les députés et sénateurs de la Commission…

Il y avait une curieuse collusion à cette séance : les trois ministres CD&V, faisant partie du gouvernement sortant avec les socialistes, étaient en parfait accord avec Armand De Decker et Herman De Croo, libéraux, qui ne participent pas à ce gouvernement… alors que PS, Sp.a, Ecolo et Groen participant aux négociations pour un possible nouveau gouvernement, semblaient être dans l'opposition.

Il n'y a pas là qu'un déni de démocratie parlementaire. Mais aussi un blocage total sur la politique extérieure et de défense de la Belgique. Le débat sur l'Otan et le combat contre de nouveaux préparatifs de guerre annoncés dans le Concept Stratégique 2020 doit dépasser le cadre du parlement et devenir un point essentiel du programme des partis qui se disent progressistes et du mouvement pour la paix.

Claudine Pôlet

Exit Strategy : le scénario en trompe-l'œil de l'Otan en Afghanistan.

Les documents officiels publiés à l'issue du sommet de Lisbonne, et en particulier la *Déclaration sur un partenariat durable* cosignée avec Hamid Karzai éclairent la manière dont l'Otan envisage l'avenir de sa présence en Afghanistan.

La presse semble avoir conclu un peu hâtivement de la transition annoncée que les forces de l'Otan se retireraient progressivement de 2011 à 2014 pour céder la place à une armée nationale afghane instruite ou construite par l'Alliance. *"L'Otan confirme un retrait d'Afghanistan d'ici à fin 2014*" affirme Le Point, "*A Lisbonne, les 28 dirigeants de l'Alliance atlantique ont organisé le retrait de leurs troupes d'ici à 2014*", 'analyse' Libération. …

En fait c'est tout le contraire qu'indiquent ces documents :

"Le début de ce processus de transition offre au Gouvernement de la République islamique d'Afghanistan et à l'OTAN une occasion opportune de développer ***un partenariat durable et solide qui complète la mission de sécurité de la FIAS et*** ***<u>se poursuive après celle-ci</u>****. […]*

Consciente que l'Afghanistan est pour elle un partenaire important, ***l'OTAN compte apporter aux institutions de sécurité afghanes un soutien pratique prolongé*** *visant […] à maintenir et à améliorer leur capacité et leur aptitude à lutter efficacement contre les menaces pesant sur la sécurité, la stabilité et l'intégrité de l'Afghanistan, et à contribuer à la sécurité régionale.*

Le Gouvernement de la République islamique d'Afghanistan réaffirme son engagement […] à être ***un partenaire durable de l'OTAN*** *et à fournir à l'OTAN l'aide nécessaire à la réalisation de ses activités de partenariat[…]*

Des mesures efficaces de coopération doivent être mises en place conformément […] à la capacité de l'OTAN de lui apporter un soutien prolongé. Ces mesures pourraient inclure les éléments suivants : […] le maintien d'une liaison de l'OTAN en Afghanistan, […] le maintien de la mission OTAN de formation – Afghanistan, […] un programme d'activités supplémentaires de coopération [qui] pourrait prévoir une aide au développement et à la réforme des ministères chargés de la sécurité et d'autres institutions nationales …" etc., etc.

Lors d'une conférence de presse, le Secrétaire général de l'Alliance a été tout aussi clair :

"*Nous resterons après la transition dans un rôle de soutien... Pour le dire simplement, si les talibans ou qui que ce soit d'autre attend de nous voir dehors, ils peuvent l'oublier. Nous resterons aussi longtemps que nécessaire pour finir le travail*"

Il n'y a donc aucune *exit strategy* dans l'esprit des responsables de l'Otan. Il n'y a qu'une stratégie de duperie à destination de l'opinion occidentale : un départ en trompe-l'œil des troupes combattantes, lesquelles seraient rebaptisées "*formateurs*", ou "*aide au développement*", ou "*soutien à la sécurité*"... Une copie conforme de la manière dont les Etats-Unis ont mis en scène leur retrait d'Irak, et qui se solde là par un stationnement permanent de plus de 50.000 GI's, un nombre indéterminé de mercenaires, et un chapelet d'une cinquantaine de bases militaires conçues pour le très long terme.

Pour ceux (s'il en reste) qui prendraient encore au sérieux la raison officielle de l'invasion et de l'occupation de l'Afghanistan, 9 années de "guerre à la terreur" n'ont fait que multiplier en Afghanistan même les taliban-terroristes (ou prétendus tels), et partout dans le monde les préparations et menaces d'attentats terroristes. Le dernier en date, ce 12 décembre 2010 à Stockholm, la capitale suédoise échappant nous dit-on par miracle à une catastrophe. Malgré les surveillances et atteintes aux libertés qui n'ont fait que s'amplifier de manière démentielle, voila le prodigieux résultat de 9 ans de 'guerre à la terreur' ! Les succès de la lutte contre la drogue, qui fait également partie du *bundle* de partenariat à long terme, sont tout aussi spectaculaires.

D'autres pourraient bien se souvenir de documents états-uniens bien antérieurs à l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak, qui analysaient très justement la *nécessité* pour l'Occident (USA en tête comme il se doit) d'établir une présence militaire à long terme en Asie pour maintenir le plus loin possible leur domination globale. «*Le renforcement militaire US en Asie est la clé pour parer à la montée de la Chine*» écrivaient en 2000 ceux qui allaient diriger les USA un an plus tard, et le constat reste objectivement vrai quelle que soit l'équipe dirigeante. Les dernières provocations délibérées en Corée montrent que l'objectif d'encerclement de la Chine et la perspective d'une confrontation reste bel et bien la ligne directrice de la politique étrangère US. La raison d'être d'une présence militaire occidentale en Afghanistan est tout aussi pressante aujourd'hui, et elle ne le sera que davantage les années à venir : les USA et l'Otan projettent une présence *indéfinie* en Asie Centrale.

L'unique scénario crédible d'*Exit Strategy* d'Afghanistan, est un scénario à la vietnamienne. Il ne fait visiblement pas partie des options officiellement présentées à Lisbonne. Mais a-t'on réellement besoin d'autres fuites pour réaliser que de plus en plus de personnes *doutent du succès de l'opération en Afghanistan*, et que les "*Européens ne sont là que par respect pour les Etats-Unis et non pour l'Afghanistan*"[1]- le 'respect' du vassal pour son maître qui a encore quelques bons moyens de se faire 'respecter'

Roland Marounek

Otan schizophrène

Le Nouveau Concept Stratégique s'ouvre par de belles déclarations qui valent leur pesant de langue de bois, qualité chêne massif : « *Les États membres de l'OTAN forment une communauté de valeurs unique en son genre, attachée aux principes de la liberté individuelle, de la démocratie, des droits de l'homme et de l'état de droit. L'Alliance est résolument attachée aux objectifs et aux principes de la Charte des Nations Unies ainsi qu'au Traité de Washington, qui affirme la responsabilité primordiale du Conseil de sécurité de l'ONU dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales*. ». Les yeux encore tout humides d'émotion, on finirait presque par oublier que plusieurs des membres les plus "respectés" de l'Alliance Atlantique ont envahi et occupent toujours un pays, l'Irak, en violation totale avec la Charte des Nations Unies. Le respect du Conseil de Sécurité était tout aussi évident lors de l'agression par l'Otan de la Yougoslavie en 1999. Sans parler du soutien inconditionnel de l'Otan à Israël, pays qui viole en toute impunité quelques dizaines de résolutions du Conseil de sécurité. Quant aux principes de la liberté individuelle, de la démocratie, des droits de l'homme et de l'état de droit, les pensionnaires de Guantanamo, d'Abu Graïb, et des centres secrets de la CIA en ont peut-être une vision toute différente.

Un peu avant dans le texte il était affirmé que « *Aujourd'hui, l'Alliance demeure une source essentielle de stabilité dans un monde imprévisible* ». A moins d'être complètement autiste, on doit plutôt constater que l'intervention de l'Otan et/ou des pays membres de l'Alliance ont été, en Afghanistan et en Irak, une source de déstabilisation.

L'armée française ne veut pas s'entraîner à la guerre civile de banlieue ?

Dans cet article, Alain Joxe, du CIRPES révèle une face cachée du NCS : les forces militaires auraient à affronter la « nouvelle menace » représentée par les révoltes populaires dans les pays membres de l'Otan.

La crise financière globale ouvre une période de troubles et de violence inévitable, l'OTAN cherche à se qualifier pour faire face à toutes ces menaces. La menace stratégique principale, c'est l'action des « marchés » qui poussent les états à la fin de la démocratie sociale. La question de la répression des mouvements sociaux est posée aux polices gendarmeries et armées européennes. La défense des Etats contre les spéculateurs doit être posée en amont des guerres civiles de même que toute la catastrophe écologique en développement qui sont facteurs actifs des guerres futurs.

Ces questions sont aujourd'hui ouvertement proposées à la fois par la nouvelle doctrine OTAN, qui se prépare à des expéditions de répression précoces (préemptions) et à l'Union européenne qui doit bien se différencier de l'OTAN sous peine de risquer les guerres civiles. Nous abordons ces problèmes sous forme de relectures de lectures nouvelles et de quelques citations pertinentes pour baliser un débat qui, quoi que confidentiel, n'en est pas moins d'une importance capital pour l'avenir de nos sociétés. Nous considérons sur le mode semi interrogatif, que l'armée française, la police française et la gendarmerie françaises qui ont été invitées à fusionner depuis 2005 leurs compétences en matière sécuritaire, pour des raisons à la fois professionnelles, sociologiques et éthiques, sont mal disposées à l'égards des théories et des doctrines qui se sont glissés dans les livres blancs de 2008 et poussent à l'entrainement préemptif à la répression des troubles en banlieue.

La crise financière globale ouvre une période de troubles et de violence inévitable Une politique sociale et une politique de défense, strictement européennes et coordonnées, seraient pourtant nécessaires. Soyons précis : Si on laisse aller sur son erre le bateau ivre du système financier, la globalisation dérégulée, la croissance des inégalités, la précarisation de la survie à tous les âges de la vie, s'additionnent, au Nord comme au Sud avec l'effacement de la légitimité du concept de service public.. Bientôt il ne restera sous cette appellation que la Police et l'Armée. - en concurrence avec les service de sécurité privés.

La « tendance » promet sans doute des catastrophes à plusieurs échelles :

1. Celles dues à la sécheresse ou aux inondations, provoquant des centaines de milliers de morts et des migrations massives qui mériteront d'être canalisées par les moyens anti-émeutes du « contrôle des foules », et son nouvel arsenal sécuritaire. 2. Il s'y ajoute aujourd'hui la menace latente des catastrophes financière à quoi on confère, dans la « religion des marchés » une sorte de souveraineté fatale semblable à celle des ouragans, et qui est en vérité d'un tout autre ordre puisque dépendant strictement de décisions humaines. On veut les compenser aux Etats Unis en réformant leur législation policière et en entraînent leurs forces armées, à la répression policière. Cet entraînement policier des militaires et ce but, (Ziel +Zweck) dans les forces armées françaises du moins, rencontre une résistance professionnelle éthique et stratégique. Le débat toutefois vient seulement de s'ouvrir là où cela fait mal avec l'ouvrage de Hacène B que nous analysons rapidement dans ce numéro du Débat stratégique.

La principale menace stratégique c'est que « les marchés » poussent l'accroissement des catastrophes écologiques et au rabotage de la démocratie sociale, donc poussent à toutes les formes de violence et de guerres. Aller jusqu'u bout de la polarisation richesse pauvreté, ce n'est une menace de décomposition politique que du point de vue de la gauche. Pour la droite c'est une preuve de courage, puisqu'on se prépare à l'affrontement violent. On peut prévoir en effet qu'une grande répression des mouvements sociaux devienne nécessaire et qu'on la considère comme un fruit de la crise, Mais il faut comprendre politiquement, que ce n'est pas le fruit involontaire qui surgit des malheurs provoquée par le désastre quasi météorologique de l'éclatement des bulles bancaires, mais que la dégradation des conditions de vie des revenus modestes et les troubles sont non seulement prévus mais prémédités par les pouvoirs disons ploutocratiques qui gèrent l'inégalité socio-économique du monde.

L'OTAN cherche à se qualifier en unifiant les normes dans l'Alliance pour faire face à toutes ces menaces, y compris techno-économiques qu'on se plait à qualifier de « menaces nouvelles » ; dans les documents récemment produits par l'OTAN il se trouve que l'Europe n'a pas de stratégie. D'une part, on a renoncé, par traité, par néolibéralisme doctrinaire, à formuler au niveau de l'Union une politique sociale ; d'autre part, l'Union retarde indéfiniment la définition d'une politique de défense parce que elle en a fait dévolution à l'OTAN, qui représente le cadre stratégique global du système stratégique américain .

Pour traiter des « nouvelles menaces ». Celles-ci surgissent en effet non pas du terrorisme global à la mode depuis 2001, mais visiblement. 1. De la paupérisation absolue des masses paysannes refluant sur les villes et des risques de troubles sociaux face à cette « urbanisation » qui détruit les mode d'autosubsistance élaborés depuis la révolution néolithique sans redistribution des gains de la révolution industrielle ou informatique industrielle (sauf en Chine ?) 2. De la gestion des Banques et des critères délocalisés et spéculatifs dominant le « comportement des marchés » qui depuis 2007 mettent ouvertement en danger par leurs actions brutales et spéculatives pures l'équilibre de toutes les sociétés émergentes les plus faibles, mais aussi, dans l'OTAN, les péninsules méditerranéennes et les états balkaniques et de deux îles atlantiques. Contrairement aux lambeaux démodés de la Charte, le sort de la démocratie en Europe n'est pas protégé mais est menacée dans l'OTAN, au nom d'une orthodoxie financière que les banques sont les premières à avoir violenté en favorisant la métamorphose de ces états faibles en « états subprimes », insolvables ; la conjoncture pousse alors les appareils d'états à accroître encore leurs dettes par des prêts usuraires de trésorerie, et à prévoir une répression des mouvements sociaux, seule méthode capable, selon cette doctrine, de contraindre les peuples à accepter la régression.

Alain Joxe

Centre Interdisciplinaire de Recherches sur la Paix et d'Etudes Stratégiques (CIRPES)

L’armée française ne veut pas s’entraîner à la guerre civile de banlieue ?

Dans cet article, Alain Joxe, du CIRPES révèle une face cachée du NCS : les forces militaires auraient à affronter la « nouvelle menace » représentée par les révoltes populaires dans les pays membres de l’Otan.

La crise financière globale ouvre une période de troubles et de violence inévitable, l’OTAN cherche à se qualifier pour faire face à toutes ces menaces. La menace stratégique principale, c’est l’action des « marchés » qui poussent les états à la fin de la démocratie sociale. La question de la répression des mouvements sociaux est posée aux polices gendarmeries et armées européennes. La défense des Etats contre les spéculateurs doit être posée en amont des guerres civiles de même que toute la catastrophe écologique en développement qui sont facteurs actifs des guerres futurs.

Ces questions sont aujourd’hui ouvertement proposées à la fois par la nouvelle doctrine OTAN, qui se prépare à des expéditions de répression précoces (préemptions) et à l’Union européenne qui doit bien se différencier de l’OTAN sous peine de risquer les guerres civiles. Nous abordons ces problèmes sous forme de relectures de lectures nouvelles et de quelques citations pertinentes pour baliser un débat qui, quoi que confidentiel, n’en est pas moins d’une importance capital pour l’avenir de nos sociétés. Nous considérons sur le mode semi interrogatif, que l’armée française, la police française et la gendarmerie françaises qui ont été invitées à fusionner depuis 2005 leurs compétences en matière sécuritaire, pour des raisons à la fois professionnelles, sociologiques et éthiques, sont mal disposées à l’égards des théories et des doctrines qui se sont glissés dans les livres blancs de 2008 et poussent à l’entrainement préemptif à la répression des troubles en banlieue.

La crise financière globale ouvre une période de troubles et de violence inévitable Une politique sociale et une politique de défense, strictement européennes et coordonnées, seraient pourtant nécessaires. Soyons précis : Si on laisse aller sur son erre le bateau ivre du système financier, la globalisation dérégulée, la croissance des inégalités, la précarisation de la survie à tous les âges de la vie, s’additionnent, au Nord comme au Sud avec l’effacement de la légitimité du concept de service public.. Bientôt il ne restera sous cette appellation que la Police et l’Armée. - en concurrence avec les service de sécurité privés.

La « tendance » promet sans doute des catastrophes à plusieurs échelles :

1. Celles dues à la sécheresse ou aux inondations, provoquant des centaines de milliers de morts et des migrations massives qui mériteront d’être canalisées par les moyens anti-émeutes du « contrôle des foules », et son nouvel arsenal sécuritaire. 2. Il s’y ajoute aujourd’hui la menace latente des catastrophes financière à quoi on confère, dans la « religion des marchés » une sorte de souveraineté fatale semblable à celle des ouragans, et qui est en vérité d’un tout autre ordre puisque dépendant strictement de décisions humaines. On veut les compenser aux Etats Unis en réforment leur législation policière et en entraînent leurs forces armées, à la répression policière. Cet entraînement policier des militaires et ce but, (Ziel +Zweck) dans les forces armées françaises du moins, rencontre une résistance professionnelle éthique et stratégique. Le débat toutefois vient seulement de s’ouvrir là où cela fait mal avec l’ouvrage de Hacène B que nous analysons rapidement dans ce numéro du Débat stratégique.

La principale menace stratégique c’est que « les marchés » poussent l’accroissement des catastrophes écologiques et au rabotage de la démocratie sociale, donc poussent à toutes les formes de violence et de guerres. Aller jusqu’u bout de la polarisation richesse pauvreté, ce n’est une menace de décomposition politique que du point de vue de la gauche. Pour la droite c’est une preuve de courage, puisqu’on se prépare à l’affrontement violent. On peut prévoir en effet qu’une grande répression des mouvements sociaux devienne nécessaire et qu’on la considère comme un fruit de la crise, Mais il faut comprendre politiquement, que ce n’est pas le fruit involontaire qui surgit des malheurs provoquée par le désastre quasi météorologique de l’éclatement des bulles bancaires, mais que la dégradation des conditions de vie des revenus modestes et les troubles sont non seulement prévus mais prémédités par les pouvoirs disons ploutocratiques qui gèrent l’inégalité socio-économique du monde.

L’OTAN cherche à se qualifier en unifiant les normes dans l’Alliance pour faire face à toutes ces menaces, y compris techno-économiques qu’on se plait à qualifier de « menaces nouvelles » ; dans les documents récemment produits par l’OTAN il se trouve que l’Europe n’a pas de stratégie. D’une part, on a renoncé, par traité, par néolibéralisme doctrinaire, à formuler au niveau de l’Union une politique sociale ; d’autre part, l’Union retarde indéfiniment la définition d’une politique de défense parce que elle en a fait dévolution à l’OTAN, qui représente le cadre stratégique global du système stratégique américain .

Pour traiter des « nouvelles menaces ». Celles-ci surgissent en effet non pas du terrorisme global à la mode depuis 2001, mais visiblement. 1. De la paupérisation absolue des masses paysannes refluant sur les villes et des risques de troubles sociaux face à cette « urbanisation » qui détruit les mode d’autosubsistance élaborés depuis la révolution néolithique sans redistribution des gains de la révolution industrielle ou informatique industrielle (sauf en Chine ?) 2. De la gestion des Banques et des critères délocalisés et spéculatifs dominant le « comportement des marchés » qui depuis 2007 mettent ouvertement en danger par leurs actions brutales et spéculatives pures l’équilibre de toutes les sociétés émergentes les plus faibles, mais aussi, dans l’OTAN, les péninsules méditerranéennes et les états balkaniques et de deux îles atlantiques. Contrairement aux lambeaux démodés de la Charte, le sort de la démocratie en Europe n’est pas protégé mais est menacée dans l’OTAN, au nom d’une orthodoxie financière que les banques sont les premières à avoir violenté en favorisant la métamorphose de ces états faibles en « états subprimes », insolvables ; la conjoncture pousse alors les appareils d’états à accroître encore leurs dettes par des prêts usuraires de trésorerie, et à prévoir une répression des mouvements sociaux, seule méthode capable, selon cette doctrine, de contraindre les peuples à accepter la régression.

Alain Joxe

Centre Interdisciplinaire de Recherches sur la Paix et d’Etudes Stratégiques (CIRPES)

Conférence : "L'Iran dans la ligne de mire de l'Occident"

Ce 17 décembre des organisations pour la paix dont le CSO organisaient à Bruxelles une conférence sur l'Iran qui s'est révélée particulièrement intéressante. Les deux intervenants étaient le Dr A. V. Gharavi, conférencier en politique et relations internationales, directeur du Département académique de l'Ambassade d'Iran à Bruxelles, et le Dr M. Botenga , docteur en sciences politiques issu de la VUB et spécialiste de l'Iran.

Le débat était centré sur les questions de la menace nucléaire de l'Iran, et des raisons des menaces militaires contre l'Iran.

Il serait difficile de rendre compte ici de tous les points importants qui ont été abordés pendant ces quelques 3 heures de débat, nous ne pouvons dans ce résumé qu'en citer quelques uns.

Le Dr Gharavi a tout d'abord rappelé que l'histoire du programme iranien de développement de l'énergie nucléaire remonte aux années 50, sous le régime du Shah. Les USA avaient alors décidé d'aider l'Iran, allié important de l'époque, dans le cadre du programme *"Atom for Peace".* La France avait plus tard signé des accords avec l'Iran pour la construction d'un réacteur nucléaire. Toute cette coopération a été stoppée net avec la révolution de 1979.

Le droit de l'Iran au développement nucléaire à des fins civiles est juridiquement clair et incontestable. Ils sont signifiés sans ambiguïté par le Traité de Non-Prolifération (TNP) dont l'Iran est signataire. Plus encore, ce sont les pays occidentaux possesseurs de l'arme atomique qui se retrouvent directement en infraction par rapport aux articles IV et V stipulant qu'ils ont *l'obligation* d'aider les pays à acquérir la technologie nucléaire à fins civiles (voir encadré). L'Iran doit-il accepter de fait un déni de ses droits?

L'histoire moderne montre que l'Iran n'a attaqué aucun pays depuis plus de deux siècles. Au contraire, c'est lui qui a été la victime répétée d'agression et d'invasions, de la Russie au début du 19e siècle, à l'invasion iraquienne des années 80, inspirée par les USA, en passant par l'occupation par la puissance coloniale britannique. En 1953, le gouvernement démocratique de Mohammed Mossadeq avait été renversé par un coup fomenté par la CIA. Aujourd'hui l'Iran se retrouve entre des forces américaines qui ont envahi les pays voisins, et explicitement sous la menace d'action militaire d'Israël qui possède plus de 200 têtes nucléaires. Au regard de cette situation, la question qui devrait venir à l'esprit de toute personne libre de préjugés est la suivante : que devrait faire l'Iran dans ces circonstances critiques?

Le Dr Botenga ne prend pas position sur la volonté réelle du gouvernement iranien d'acquérir ou non l'arme nucléaire. Il ne faut pas se fier aux déclarations officielles ni de l'Occident ni de l'Iran, il faut simplement s'en tenir aux faits vérifiables. La question est que d'une part, il semble peu probable que l'Iran pourrait parvenir à fabriquer une seule bombe atomique sans qu'on ne le sache immédiatement, mais surtout qu'une telle bombe ait la moindre utilité : comme l'avait déclaré Chirac, « *[cette bombe] n'aura pas fait 200 m dans l'atmosphère que Téhéran sera rasée* ». Hillary Clinton a pratiquement répété cette affirmation, en menaçant cette fois d'« *effacer tout l'Iran de la carte* »[1]. Ces menaces sont parfaitement réalistes[2], et, donc, la question nucléaire ne peut pas être un sincère motif d'inquiétude pour les pays occidentaux. Selon le Dr Botenga, la question nucléaire n'est agitée que pour imposer des sanctions, et non l'inverse comme il est déclaré (les sanctions étant censées officiellement amener l'Iran à renoncer à un supposé programme nucléaire militaire). Les soi-disant négociations qui ont lieu consistent dans les faits à poser des exigences que l'on sait d'avance inacceptables par l'Iran, de manière à justifier les sanctions. D'après lui, l'objectif réel est d'amener un changement de régime en Iran, et, derrière cela, de tenter de briser la montée en puissances de pays du Tiers-Monde, au premier rang desquelles la Chine. Pour des raisons finalement naturelles, la disparition du statut d'unique superpuissance des Etats-Unis ne pourra être évitée que s'ils gardent la mainmise politique sur les régions riches en ressources énergétiques indispensables au développement des puissances montantes.

Bien d'autres points importants ont été soulevés, par les orateurs et par le public, dont la question de la légitimité des sanctions des Nations Unies, ou de l'apparent isolement international de l'Iran, qu'il serait trop long de développer ici.

Un point qu'il est important d'aborder pour le mouvement de la paix en Belgique, est la réaction violente qu'a suscité l'annonce de ce débat, certains jugeant inacceptable que l'on donne la parole à un représentant du *'régime'* iranien, et que l'on puisse tenir un débat sur l'Iran sans aborder la question des droits de l'homme et de la femme. Cette position est à mon sens profondément déplorable, et très préoccupante quant à ce qu'elle révèle de l'avancée de la préparation psychologique à la guerre qui s'annonce, jusque dans les milieux progressistes.

Roland Marounek

1. Il n'y a pas, ici, d'erreur de traduction : "Il a été demandé à Hillary Clinton lors d'une interview sur le programme ABC "Good Morning America" sur ses précédents commentaires ce qu'elle ferait si l'Iran attaquait Israël. Elle a répondu: "Au cours des 10 prochaines années, au cours desquelles ils pourraient envisager de lancer bêtement une attaque contre Israël, nous serions en mesure de les effacer totalement [totally obliterate them]"
http://www.guardian.co.uk/

2. Et qui plus est, commentaire personnel, le résultat serait probablement bien accepté par la majorité de l'opinion occidentale si l'Iran utilisait effectivement une bombe atomique.

Extraits des articles IV et V du TNP

IV. Toutes les Parties au Traité s'engagent à faciliter un échange aussi large que possible d'équipement, de matières et de renseignements scientifiques et technologiques en vue des utilisations de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, et ont le droit d'y participer. Les Parties au Traité en mesure de le faire devront aussi coopérer en contribuant, à titre individuel ou conjointement avec d'autres États ou des organisations internationales, au développement plus poussé des applications de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, en particulier sur les territoires des États non dotés d'armes nucléaires qui sont Parties au Traité, compte dûment tenu des besoins des régions du monde qui sont en voie de développement.

V. Chaque Partie au Traité s'engage à prendre des mesures appropriées pour assurer que, conformément au présent Traité (…) les avantages pouvant découler des applications pacifiques, quelles qu'elles soient, des explosions nucléaires soient accessibles sur une base non discriminatoire aux États non dotés d'armes nucléaires qui sont Parties au Traité (…).

Trafics d'organes au Kosovo : Un rapport explosif !

Le 16 décembre, la Commission des questions juridiques de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a approuvé le rapport sur le « *Traitement inhumain des personnes et trafic illicite d'organes humains au Kosovo* », qu'il avait commandé, en 2008, au sénateur suisse Dick Marty, rendu célèbre par un précédent rapport, concernant les prisons secrètes de la CIA en Europe.

L'enquête du Conseil de l'Europe avait été diligentée après les révélations de Carla Del Ponte dans son livre, *La Caccia*, exposant l'enquête avortée du Tribunal de La Haye sur le trafic d'organes organisé par des dirigeants de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) en 1999 et 2000. Les victimes, capturées ou kidnappées au Kosovo, étaient ensuite expédiées dans des centres de détention du nord de l'Albanie, où elles subissaient l'ablation de leurs organes vitaux, en particulier les reins, jusqu'à ce que mort s'ensuive. Les organes étaient ensuite revendus, transportés par avion et greffés sur de fortunés patients d'autres pays.

Le rapport de Dick Marty a non seulement confirmé et considérablement étayé les accusations de Del Ponte, à quelques détails près, mais identifié une faction de l'UCK, le « *groupe de la Drenica* », comme l'organisation mafieuse qui contrôlait ce sordide commerce, à côté d'autres trafics typiques du Kosovo de l'après-guerre (héroïne, armes, véhicules volés, prostituées, carburant et cigarettes). Et le « parrain » (pour utiliser la terminologie du rapport) du « groupe de la Drenica » n'est autre que Hashim Thaçi, Premier ministre en fonction du Kosovo, déclaré vainqueur des récentes élections, malgré de nombreuses allégations d'irrégularités. C'est le même Thaçi qui, en 1999, était promu par les Etats-Unis à la tête de la délégation kosovare, au détriment du non-violent Ibrahim Rugova, lors des négociations de Rambouillet, quelques semaines avant les bombardements sur la Serbie et le Kosovo, et qui s'emparait du pouvoir lors de l'arrivée des troupes de l'OTAN dans la province en juin de la même année.

En outre, le rapport a établi un lien entre la découverte en novembre 2008 d'une clinique de Pristina pratiquant clandestinement des greffes d'organes, avec la complicité d'un responsable du ministère kosovar de la Santé, et les trafics de l'immédiate après-guerre, organisés par l'UCK aux dépens principalement de civils serbes enlevés au Kosovo.

Thaçi sous le charme de Madeleine Albright, Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, lors des négociations de Rambouillet, mars 1999

Mais l'aspect le plus choquant du rapport est que, comme l'a déclaré Marty, « *tout le monde savait* », que « *ces événements étaient connus de nombreux services de renseignement de nombreux pays* », qu'on s'est tu et qu'on a laissé faire. Il s'agissait de ménager un allié et d'acheter sa bienveillance envers les nouveaux maîtres du Kosovo, forces de l'OTAN et mission l'ONU. Un deal « stabilité contre impunité », conclu avec un des groupes les plus sanguinaires des Balkans.

Ayant déjà contribué à « briser le silence » lors du voyage d'étude qu'il organisa en 2004 au Kosovo, le CSO se réjouit de la publication de ce rapport et espère qu'il permettra d'enfin sortir de l'oubli les victimes « politiquement incorrectes » de ce conflit, « *des gens pour la mémoire desquels trop peu de voix se sont élevées* », comme le reconnaît Del Ponte dans *La Caccia*. En outre, le rapport de Marty éclaire de manière crue les exactions commises par une milice mafieuse devenue l'allié privilégié de l'OTAN, de la Mission de l'ONU et de nombreux gouvernements occidentaux. La complicité active de ces derniers avec l'UCK devrait non seulement être exposée et dénoncée, mais aussi donner lieu à des procédures devant les organes de la justice internationale.

Pour toutes ces raisons, et dans l'espoir de contrer les tentatives d'étouffement déjà en cours, le CSO a pris l'initiative de publier sur son site le rapport de Dick Marty et il invite chacun à en faire la lecture et à en assurer la diffusion.

Georges Berghezan

Trafics d'organes au Kosovo : Un rapport explosif !

Le 16 décembre, la Commission des questions juridiques de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a approuvé le rapport sur le « *Traitement inhumain des personnes et trafic illicite d'organes humains au Kosovo* », qu'il avait commandé, en 2008, au sénateur suisse Dick Marty, rendu célèbre par un précédent rapport, concernant les prisons secrètes de la CIA en Europe.

L'enquête du Conseil de l'Europe avait été diligentée après les révélations de Carla Del Ponte dans son livre, *La Caccia*, exposant l'enquête avortée du Tribunal de La Haye sur le trafic d'organes organisé par des dirigeants de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) en 1999 et 2000. Les victimes, capturées ou kidnappées au Kosovo, étaient ensuite expédiées dans des centres de détention du nord de l'Albanie, où elles subissaient l'ablation de leurs organes vitaux, en particulier les reins, jusqu'à ce que mort s'ensuive. Les organes étaient ensuite revendus, transportés par avion et greffés sur de fortunés patients d'autres pays.

Le rapport de Dick Marty a non seulement confirmé et considérablement étayé les accusations de Del Ponte, à quelques détails près, mais identifié une faction de l'UCK, le « *groupe de la Drenica* », comme l'organisation mafieuse qui contrôlait ce sordide commerce, à côté d'autres trafics typiques du Kosovo de l'après-guerre (héroïne, armes, véhicules volés, prostituées, carburant et cigarettes). Et le « parrain » (pour utiliser la terminologie du rapport) du « groupe de la Drenica » n'est autre que Hashim Thaçi, Premier ministre en fonction du Kosovo, déclaré vainqueur des récentes élections, malgré de nombreuses allégations d'irrégularités. C'est le même Thaçi qui, en 1999, était promu par les Etats-Unis à la tête de la délégation kosovare, au détriment du non-violent Ibrahim Rugova, lors des négociations de Rambouillet, quelques semaines avant les bombardements sur la Serbie et le Kosovo, et qui s'emparait du pouvoir lors de l'arrivée des troupes de l'OTAN dans la province en juin de la même année.

En outre, le rapport a établi un lien entre la découverte en novembre 2008 d'une clinique de Pristina pratiquant clandestinement des greffes d'organes, avec la complicité d'un responsable du ministère kosovar de la Santé, et les trafics de l'immédiate après-guerre, organisés par l'UCK aux dépens principalement de civils serbes enlevés au Kosovo.

Thaçi sous le charme de Madeleine Albright, Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, lors des négociations de Rambouillet, mars 1999

Mais l'aspect le plus choquant du rapport est que, comme l'a déclaré Marty, « *tout le monde savait* », que « *ces événements étaient connus de nombreux services de renseignement de nombreux pays* », qu'on s'est tu et qu'on a laissé faire. Il s'agissait de ménager un allié et d'acheter sa bienveillance envers les nouveaux maîtres du Kosovo, forces de l'OTAN et mission l'ONU. Un deal « stabilité contre impunité », conclu avec un des groupes les plus sanguinaires des Balkans.

Ayant déjà contribué à « briser le silence » lors du voyage d'étude qu'il organisa en 2004 au Kosovo, le CSO se réjouit de la publication de ce rapport et espère qu'il permettra d'enfin sortir de l'oubli les victimes « politiquement incorrectes » de ce conflit, « *des gens pour la mémoire desquels trop peu de voix se sont élevées* », comme le reconnaît Del Ponte dans *La Caccia*. En outre, le rapport de Marty éclaire de manière crue les exactions commises par une milice mafieuse devenue l'allié privilégié de l'OTAN, de la Mission de l'ONU et de nombreux gouvernements occidentaux. La complicité active de ces derniers avec l'UCK devrait non seulement être exposée et dénoncée, mais aussi donner lieu à des procédures devant les organes de la justice internationale.

Pour toutes ces raisons, et dans l'espoir de contrer les tentatives d'étouffement déjà en cours, le CSO a pris l'initiative de publier sur son site le rapport de Dick Marty et il invite chacun à en faire la lecture et à en assurer la diffusion.

Georges Berghezan

Otan - coûts et blessures

L'organisation OTAN est presque en faillite. Et pourtant, officiellement, le dépôt de bilan est improbable. Les dépenses annuelles s'élèvent à plus de 7O0 milliards de dollars, un budget qui est cent fois plus élevé que celui de la Corée du Nord. Les 27 Etats européens tentent de suivre le mouvement. C'est dur : l'Agence chargée du *Missile Defense* dispose d'un budget annuel de 9 milliards (U$), soit 20 % du budget nucléaire américain. Les Européens ne dépensent « que » (sic) 280 milliards, 240 pour les 16 plus importants. Dans le classement mondial des dépenses militaires par habitant, les Occidentaux sont en tête. Sur les 5 plus grands exportateurs d'armement, 4 sont membres de l'OTAN, dont 3 Européens.

Quoi qu'il en soit, le budget annuel de l'OTAN, représente 2,6 milliards de dollars mais n'est pas extensible et, s'il n'existe pas de rétro-commissions, il n'existe pas non plus de Cour des Comptes. L'OTAN parade mais est mal en point. Elle va connaître un déficit record de 1,7 milliard de dollars en 2011 et accuse déjà un déficit de près de 850 millions cette année. 1,7 milliard (u$), c'est grosso modo ce que dépensent les pays hôtes, pour accueillir de gré ou à contrecœur des armes nucléaires sur leur territoire.

La facture est salée mais du temps des SS20, avant les Scud, le parapluie nucléaire a troué beaucoup de budgets. Avec le bouclier anti-missile, çà sera pire. En 2005, les Etats-Unis ont dû trouver 260 millions (u$) pour rénover les radars de la base de Thulé, au Groenland, un territoire occupé depuis 1953. L'histoire ne dit pas s'ils seront remboursés le jour où le Danemark, (dont dépend encore le Groenland) interceptera des missiles au-dessus de son territoire.

Bref, autre occupation étrangère, autre lieu : le Kosovo. Le camp de Bondsteel, près de la frontière avec la Macédoine a coûté 350 millions et il en coûte 50 millions (u$) pour l'entretenir. La France quant à elle va contribuer au budget global de l'OTAN à hauteur de 150 millions, soit la moitié du budget global de l'AIEA basée à Vienne ! Malaise à Paris : Puisque la réintégration de la France n'était pas prévue au programme, le coût budgétaire n'a pas été prévu par la loi de programmation militaire.

Mais les budgets vont exploser avec le bouclier sur lequel tout le monde s'est mis d'accord à Lisbonne. Sans se faire aucune illusion sur l'éventuelle menace d'un missile balistique intercontinental au-dessus de nos têtes. Un outil de suprématie technologique, en voilà un tout trouvé. Voyons les chiffres. Comparée aux Etats-Unis, (48 milliards de dollars) , l'Union Européenne ne consacre que 1,4 milliard de dollars aux activités de défense du secteur spatial, soit 3 % du budget spatial militaire américain et 5% selon le dernier rapport d'information de l'Assemblée Nationale, (rapporteurs Serge Grouard et Odile Saugues).

Le budget de la NASA est dix fois supérieur à celui de l'Europe. Bref, les Américains seront aux commandes et donc probablement aussi pour – ce qui est plus grave – décider quand et où un missile devra être intercepté. Pour n'indisposer personne, le système de défense anti-missile US est à la carte. Il faut compter 300 millions de dollars pour être « branché » un peu comme pour avoir le câble, et le fardeau financier s'accroît avec le décodeur (comme pour recevoir « Canal Plus » par exemple) . Au final, pour celui qui veut bénéficier du high-tech made in USA, il lui faudra débourser un milliard ; c'est le coût d'un programme destiné à produire un intercepteur extra-atmosphérique. C'est ce que le Japon a offert comme contribution pour le programme Aegis/SM-3.

Ben Cramer

BREVES

1. Pakistan :

Al-Qaïda au Pakistan plus faible ? Revenant sur les origines du conflit, le journal Le Soir affirme que « la direction d'Al-Qaïda au Pakistan est plus faible et soumise à des pressions plus constantes que jamais depuis qu'elle a fui l'Afghanistan en 2001 » lors de l'invasion de ce dernier pays par les Etats-Unis et leurs alliés.

Les auteurs du rapport se gardent toutefois de conclure à la neutralisation des chefs d'Al-Qaïda, dont Oussama ben Laden et Ayman Al-Zawahiri, toujours insaisissables neuf ans après les attaques du 11-Septembre, et soulignent que la capacité de la nébuleuse extrémiste à organiser des attentats a été « réduite » mais pas « stoppée ». (AFP)

Des « attaques terroristes » continuent à se produire contre les forces de l'OTAN, celles des USA et de leurs partenaires. Les civils Pakistanais paient cher en vies les bombardements contre les hypothétiques « extrémistes » qui s'y réfugieraient alors que l'essentiel des armes et munitions passent par le Pakistan !

Il ressort également de cette évaluation américaine que le Pakistan reste un écueil sérieux et qui devient prioritaire pour la Maison Blanche qui avait déjà, fin 2009, suggéré de transformer la stratégie « AfPak » en « PakAf ». Paradoxalement, grand silence sur les victimes civiles (de bombardements par les drones) depuis début novembre 2010… SAUF…depuis le week-end du 18-19.12 où des frappes de drones ont tué au moins 25 « insurgés » dans le nord-ouest du Pakistan ! Cela expliquerait le rapprochement entre l'OTAN et la Russie, qui permettrait le ravitaillement en armes en évitant le Pakistan trop rebelle ! A suivre !

2. Sur la Corée du Nord et la Corée du Sud et un communiqué unilatéral de l'Otan

L'Otan a publié le 23.11.2010 un communiqué « *condamnant fermement la Corée du Nord* » pour le bombardement de l'île de Yeonpyeong.

Il faut rappeler que, c'est en riposte à des actes hostiles de la Corée du Sud, que les Nord-Coréens ont pilonné cette petite île située au sud de la ligne de démarcation fixée par l'Onu après l'armistice de la guerre de 1953 mais qui, selon Pyongyang, se trouve dans les eaux territoriales nord-coréennes.

Ce bombardement a eu lieu alors que la Corée du Sud avait déployé pour des "exercices militaires" 70.000 soldats, 50 navires de guerre, 90 hélicoptères, 500 avions de combat et 600 chars, dans une partie contestée de la mer Jaune, et à 12 km des côtes (non contestées) de la Corée du Nord. Qui plus est, ce bombardement a eu lieu après que l'artillerie sud-coréenne ait effectué des tirs, dans des eaux donc que le Nord considère comme faisant partie de son territoire. Ces premiers tirs sont reconnus sans ambages par le gouvernement sud-coréen.

La Russie a exhorté avec insistance la République de Corée et les Etats-Unis à s'abstenir d'effectuer les exercices de tirs prévus (en réel) pendant 4 jours à partir du 18.12.2010. (*Nouvel Obs, El Watan, AFP du 17.12.2010*). La Corée du Nord a averti qu'elle frapperait à nouveau la Corée du Sud si Séoul effectuait comme prévu les manœuvres militaires. De son côté la Russie a placé en alerte ses troupes présentes à l'Est du pays.

Ces manœuvres militaires conjointes avec les Etats-Unis sont une provocation. Tout est bon pour condamner la Corée du Nord, citée au même titre que l'Iran comme « pays menaçant » dans le texte des experts préparant le Nouveau Concept Stratégique de l'OTAN. La Déclaration Finale du Sommet de Lisbonne du 20 novembre 2010 pointe à nouveau expressément ces deux seuls pays pour les « appeler à se conformer pleinement aux résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU ». Il y a bien eu des tentatives de séductions états-uniennes avec la Russie mais, cette dernière n'a pas oublié les fondements de la création de l'Alliance de l'Atlantique Nord.

Ce 20.12.2010 s'est tenue une réunion en urgence du Conseil de sécurité, à la demande de la Russie (AFP) . Cela n'a pas empêché la Corée du Sud de commencer le 23 décembre de vastes manœuvres militaires à munitions réelles près de la frontière avec la Corée du Nord.

Francine Verstraeten

Ont collaboré à ce numéro :

Georges Berghezan
Ben Cramer
Alain Joxe
Roland Marounek
Claudine Pôlet
Francine Verstraeten

Mailing list ALERTE OTAN

Le CSO anime une liste de diffusion publiant régulièrement des informations et des analyses concernant l'Otan, et à laquelle vous pouvez contribuer

Pour s'inscrire, il suffit d'envoyer un e-mail vide à l'adresse

alerte_otan-subscribe@yahoogroupes.fr

BREVES

1. Pakistan :

Al-Qaïda au Pakistan plus faible ? Revenant sur les origines du conflit, le journal Le Soir affirme que « la direction d'Al-Qaïda au Pakistan est plus faible et soumise à des pressions plus constantes que jamais depuis qu'elle a fui l'Afghanistan en 2001 » lors de l'invasion de ce dernier pays par les Etats-Unis et leurs alliés.

Les auteurs du rapport se gardent toutefois de conclure à la neutralisation des chefs d'Al-Qaïda, dont Oussama ben Laden et Ayman Al-Zawahiri, toujours insaisissables neuf ans après les attaques du 11-Septembre, et soulignent que la capacité de la nébuleuse extrémiste à organiser des attentats a été « réduite » mais pas « stoppée ». (AFP)

Des « attaques terroristes » continuent à se produire contre les forces de l'OTAN, celles des USA et de leurs partenaires. Les civils Pakistanais paient cher en vies les bombardements contre les hypothétiques « extrémistes » qui s'y réfugieraient alors que l'essentiel des armes et munitions passent par le Pakistan !

Il ressort également de cette évaluation américaine que le Pakistan reste un écueil sérieux et qui devient prioritaire pour la Maison Blanche qui avait déjà, fin 2009, suggéré de transformer la stratégie « AfPak » en « PakAf ». Paradoxalement, grand silence sur les victimes civiles (de bombardements par les drones) depuis début novembre 2010… SAUF…depuis le week-end du 18-19.12 où des frappes de drones ont tué au moins 25 « insurgés » dans le nord-ouest du Pakistan ! Cela expliquerait le rapprochement entre l'OTAN et la Russie, qui permettrait le ravitaillement en armes en évitant le Pakistan trop rebelle ! A suivre !

2. Sur la Corée du Nord et la Corée du Sud et un communiqué unilatéral de l'Otan

L'Otan a publié le 23.11.2010 un communiqué « *condamnant fermement la Corée du Nord* » pour le bombardement de l'île de Yeonpyeong.

Il faut rappeler que, c'est en riposte à des actes hostiles de la Corée du Sud, que les Nord-Coréens ont pilonné cette petite île située au sud de la ligne de démarcation fixée par l'Onu après l'armistice de la guerre de 1953 mais qui, selon Pyongyang, se trouve dans les eaux territoriales nord-coréennes.

Ce bombardement a eu lieu alors que la Corée du Sud avait déployé pour des "exercices militaires" 70.000 soldats, 50 navires de guerre, 90 hélicoptères, 500 avions de combat et 600 chars, dans une partie contestée de la mer Jaune, et à 12 km des côtes (non contestées) de la Corée du Nord. Qui plus est, ce bombardement a eu lieu après que l'artillerie sud-coréenne ait effectué des tirs, dans des eaux donc que le Nord considère comme faisant partie de son territoire. Ces premiers tirs sont reconnus sans ambages par le gouvernement sud-coréen.

La Russie a exhorté avec insistance la République de Corée et les Etats-Unis à s'abstenir d'effectuer les exercices de tirs prévus (en réel) pendant 4 jours à partir du 18.12.2010. (*Nouvel Obs, El Watan, AFP du 17.12.2010*). La Corée du Nord a averti qu'elle frapperait à nouveau la Corée du Sud si Séoul effectuait comme prévu les manœuvres militaires. De son côté la Russie a placé en alerte ses troupes présentes à l'Est du pays.

Ces manœuvres militaires conjointes avec les Etats-Unis sont une provocation. Tout est bon pour condamner la Corée du Nord, citée au même titre que l'Iran comme « pays menaçant » dans le texte des experts préparant le Nouveau Concept Stratégique de l'OTAN. La Déclaration Finale du Sommet de Lisbonne du 20 novembre 2010 pointe à nouveau expressément ces deux seuls pays pour les « appeler à se conformer pleinement aux résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU ». Il y a bien eu des tentatives de séductions états-uniennes avec la Russie mais, cette dernière n'a pas oublié les fondements de la création de l'Alliance de l'Atlantique Nord.

Ce 20.12.2010 s'est tenue une réunion en urgence du Conseil de sécurité, à la demande de la Russie (AFP) . Cela n'a pas empêché la Corée du Sud de commencer le 23 décembre de vastes manœuvres militaires à munitions réelles près de la frontière avec la Corée du Nord.

Francine Verstraeten

Ont collaboré à ce numéro :

Georges Berghezan
Ben Cramer
Alain Joxe
Roland Marounek
Claudine Pôlet
Francine Verstraeten

Mailing list ALERTE OTAN

Le CSO anime une liste de diffusion publiant régulièrement des informations et des analyses concernant l'Otan, et à laquelle vous pouvez contribuer

Pour s'inscrire, il suffit d'envoyer un e-mail vide à l'adresse

alerte_otan-subscribe@yahoogroupes.fr

« *Nous sommes profondément préoccupés par le programme nucléaire de la République Populaire Démocratique de Corée et nous appelons ce pays à se conformer pleinement aux Résolutions 1718 et 1874 du Conseil de Sécurité ainsi qu'aux obligations internationales en la matière* ». Extrait de la Déclaration du Sommet de Lisbonne, 20 novembre 2010

Un Traité de Paix pour mettre fin à la guerre de Corée
Comment dénucléariser et instaurer la Paix dans la Péninsule Coréenne.

Traduction par Pierre Piérart d'un article de « Space Alert » (Global Network Against Weapons and Nuclear Power in Space) - été 2010 - Newsletter 22.

Ce que l'on a appelé la crise nucléaire en Corée a débuté en 1957, quand les Etats-Unis ont commencé à déployer des armes nucléaires en Corée du Sud. Les Etats-Unis déploient toujours aujourd'hui leur parapluie nucléaire en Corée du Sud, et une attaque préventive contre la Corée du Nord fait partie de leur doctrine stratégique en dépit de leurs déclarations que les armes nucléaires américaines ont été retirées de la Corée du Sud dans les années 90.

En 2002 l'administration Bush a déclaré que la Corée du Nord faisait partie de « l'axe du mal » et a procédé à une attaque contre l'Irak qui, selon Bush, faisait aussi partie du même « axe du mal ». Ce fut pour la Corée du Nord le moment décisif pour initier son programme d'armement nucléaire. La révision de la politique nucléaire américaine (Nuclear Posture Revue), annoncée le 6 avril 2010 par l'administration Obama, laisse encore la porte ouverte en vue d'une attaque préventive contre la Corée du Nord.

Un rapport de 2007 du Conseil de l'Atlantique sur la Corée du Nord, déclare que la raison fondamentale qui a amené cette dernière à développer ses armes nucléaires est déterminée par les provocations militaires des forces américaines en Corée. Selon un sondage de 2005, 85% de la population civile sud-coréenne considèrent que les armes nucléaires de la Corée du Nord représentent une dissuasion contre les Etats-Unis ainsi qu'un moyen d'autodéfense (Institut Coréen pour une Unification Nationale).

Le désarmement nucléaire par la Corée du Nord n'est possible que si les troupes américaines se retirent de la péninsule coréenne et si l'Alliance Corée du Sud – Etats-Unis est abolie. Comme condition pour abandonner son programme d'armes nucléaires la Corée du Nord a demandé que les Etats-Unis mettent fin à leur politique hostile, suppriment leur parapluie nucléaire en Corée du Sud ainsi que l'alliance Corée du Sud – Etats-Unis.

La Péninsule Coréenne est toujours en état de guerre 60 ans après l'Accord d'Armistice signé le 27 juin 1953. Un traité de paix pour mettre fin à la guerre pourrait être un point décisif qui conduirait à la dénucléarisation de la Péninsule Coréenne. Le remplacement de l'Armistice par un traité de paix et la suppression de l'alliance Corée du Sud – Etats-Unis sont indispensables à la paix non seulement pour la Corée mais également pour toute la région du Nord-Est asiatique et pour le monde. La dénucléarisation de la Péninsule Coréenne grâce à un traité de paix, en synergie avec la Zone dénucléarisée de Mongolie, pourrait être la base pour une Zone dénucléarisée du Nord Est Asiatique, plus étendue.

L'Association « Solidarité pour la Paix et la Réunification de la Corée (SPARK) » organise une « campagne pour un million de signatures » pour la dénucléarisation et la paix dans la Péninsule Coréenne. Nous faisons appel à un soutien actif et apprécierions votre participation dans ce combat.

Solidarité pour la Paix et la Réunification de la Corée (SPARK)
Séoul, Corée du Sud

12